

Questions orales

L'ÉNERGIE

LE PROJET D'AMÉNAGEMENT D'UNE USINE
D'ENRICHISSEMENT D'URANIUM À LA BAIE JAMES ET LES
PROCHAINS ENTRETIENS TRUDEAU-PONIATOWSKI

Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. L'usine d'enrichissement d'uranium dont on envisage la construction à la Baie James est-elle à l'ordre du jour des entretiens que le premier ministre aura cette semaine avec M. Poniatowski, ministre de l'Intérieur de la France?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Pas en ce qui me concerne; je ne rencontrerai le ministre qu'une seule fois la semaine prochaine, au cours d'un déjeuner, je crois, mais j'imagine que la question sera soulevée au cours d'entretiens avec d'autres ministres. Je sais que notre ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources en a discuté récemment avec le ministre de l'Industrie du Québec.

LE PROJET CANADIF—LA POSITION DU GOUVERNEMENT
QUANT À L'ÉTUDE DE FAISABILITÉ

Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le 10 juin dernier, le ministre nous a dit qu'il allait rencontrer le ministre de l'industrie du Québec au cours de la première semaine de juillet pour discuter du rapport de faisabilité du projet CANADIF, étant donné que le gouvernement fédéral a un rôle de grande importance à jouer dans cette affaire. Serait-il disposé à nous faire connaître maintenant l'attitude du gouvernement fédéral sur cette question?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je me suis entretenu, avec M. St. Pierre hier. Nous avons tous les deux reçu de la Société de la Baie James une copie de l'étude de faisabilité. Nous avons constaté qu'on y avait omis bon nombre de questions, dont celles auxquelles j'ai fait allusion à la Chambre et qui nous semblent de la plus haute importance. Dans trois semaines, les hauts fonctionnaires du fédéral et du Québec étudieront de nouveau la question afin de déterminer s'il serait souhaitable du point de vue du Québec et du fédéral que soient effectuées des études plus poussées concernant cette proposition.

Mlle MacDonald: J'ai une dernière question supplémentaire à poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Compte tenu de la gravité que comporte l'exportation d'une substance nucléaire, le ministre s'engage-t-il à faire rapport à la Chambre de toute discussion qui aura lieu avec le ministre français de l'Intérieur concernant l'usine d'uranium enrichi et à annoncer clairement une fois pour toutes quelle est la position du gouvernement fédéral à l'égard de cette question?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, je ne compte pas rencontrer le ministre français de l'Intérieur et je ne peux faire rapport à la Chambre d'entretiens intervenus entre des tiers.

[M. MacEachen.]

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA RATIFICATION DE L'ACCORD CONCLU AVEC LA C.-B.—LES
MOTIFS DU RETARD

M. Allan B. McKinnon (Victoria): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. La Colombie-Britannique, province jadis prospère, a vu son chômage augmenter de moitié l'année dernière. Par ailleurs, il est impossible d'obtenir des subventions ou des prêts du ministère de l'Expansion économique régionale dans un grand nombre de régions où le chômage est élevé. Il semble que la signature d'un accord général de développement ait été retardée. Le ministre peut-il nous dire qui ou ce qui bloque les programmes d'expansion économique régionale en Colombie-Britannique?

Des voix: Barrett.

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, le député ne me demande certainement pas de répondre à la première partie de sa question. Il est regrettable que le taux de chômage ait augmenté en Colombie-Britannique, mais bien sûr, ce n'est pas de notre faute.

Des voix: Oh, oh!

M. Jamieson: Quant au remède à apporter à cette situation, j'ai eu des entretiens avec M. Lauk, ministre de développement industriel de la Colombie-Britannique. Nous comptons faire un certain nombre de propositions dont j'ai déjà parlé à la Chambre. Nous devrions pouvoir présenter la première au Conseil du Trésor fédéral en juillet. J'ai déjà dit qu'elle avait trait au soutien de l'infrastructure dans le nord de la Colombie-Britannique. Il y a deux autres domaines où nous sommes à l'œuvre, notamment des travaux d'aménagement relatifs à certains charbonnages dans cette partie de la Colombie-Britannique, ainsi qu'un programme de stimulants dans certains secteurs de l'industrie de l'exploitation forestière. Ces activités vont de l'avant. Je ne suis pas sûr de pouvoir rejeter la faute sur qui que ce soit pour les délais. Je ne puis que dire au député que j'espère que nous pourrions agir aussi rapidement que possible.

• (1440)

L'OMISSION DE STATISTIQUES SUR LE CHÔMAGE DANS LA
RÉGION DE LA CAPITALE DE LA C.-B.

M. Allan B. McKinnon (Victoria): Je me suis enquis tout à l'heure d'un accord général. Il serait peut-être dans l'intérêt du ministre de l'Expansion économique régionale que Statistique Canada fournisse des statistiques plus détaillées sur le chômage en Colombie-Britannique. Le ministre peut-il expliquer à la Chambre pourquoi il n'existe pas de statistiques sur le chômage dans la région de la capitale, qui compte quelque 220,000 habitants?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Si cette partie de la question s'adresse à moi, je crains bien de ne pouvoir fournir de réponse au pied levé, mais je la transmettrai au ministre intéressé. Nous verrons s'il est possible d'obtenir une explication. Les députés d'en face ont insisté très énergiquement pour qu'aucune subvention à l'expansion régionale ne soit accordée à la partie sud de la Colombie-Britannique.